

L'école a peur de l'histoire suisse

> **Enseignement** L'histoire suisse est populaire, et la politique s'en empare

> Des historiens montent au créneau pour défendre leur discipline

> Mais que fait donc l'école?

Yelmarc Roulet

Marignan 1515. Ou plutôt Marignan 2015? Une nouvelle bataille fait rage en cette année commémorative. Non seulement sur l'origine de la neutralité helvétique, mais plus largement sur la récupération d'événements historiques par le discours politique, celui de l'UDC en particulier.

D'un côté, les historiens sont ravis. L'histoire fait la une des journaux. On en parle au café du Commerce. Depuis la controverse sur le rôle de la Suisse dans la Deuxième Guerre mondiale, on n'avait plus vu cela.

Mais, d'un autre, ils sont dans leurs petits souliers. Les polémiques du moment ont un effet collatéral: elles mettent en évidence la faiblesse des connaissances des Suisses sur leur propre passé. L'école est sur la sellette, accusée d'enseigner mal, voire pas du tout, l'histoire nationale.

Trois historiens de sensibilité politique diverse ont lancé un «appel pour l'histoire» la semaine dernière dans le canton de Vaud. Ils réclament une meilleure place de l'histoire dans les programmes scolaires (IT du 03.09.2015). «Il y a un rognage de l'histoire, c'est un fait objectif», ajoute le Genevois François Walter, auteur d'une récente *Histoire de la Suisse*, assurant qu'«à Genève, c'est encore pire».

De branche spécifique qu'elle était, l'histoire tend de plus en plus à se fondre dans un enseignement interdisciplinaire incluant la géographie, l'environnement, le civisme, avec le risque de pêle-mêle qui s'ensuit.

Le Grison Sacha Zala, qui préside la Société suisse d'histoire (SSH), constate aussi le recul. Pour lui, l'histoire peine à faire valoir son autorité «face au puissant lobby des branches MINT» (maths, informatique, sciences naturelles, technique).

Que répond le système scolaire? Olivier Maradan, secrétaire général de la Conférence latine de l'instruction publique (CIIP), montre de la compréhension pour la montée au créneau des

La bataille de Morgarten (1315), l'un des événements polémiques en cette année de multiples commémorations.

Associés de près à la fin du XIXe siècle à la légitimation d'une histoire nationale, les historiens ont ensuite pris leurs distances.

GRAVURE DU XIXE SIÈCLE

historiens, alors que les sciences humaines font l'objet d'attaques politiques. Mais il conteste «catégoriquement» que le Plan d'études cadre romand (PER) de 2010 induise une diminution globale de la dotation en histoire. Sans y contraindre, le PER recommande deux périodes par semaine au secondaire. Mais, dans la redistribution des matières sur 11 années de scolarité, il se peut qu'une heure soit perdue dans certains cantons pour un degré ou une année scolaire. La Suisse romande protège aussi l'histoire dans les neuf domaines de formation de la maturité professionnelle (commerce, technique, agriculture, etc.), assure-t-il, alors que le plan-cadre fédéral ne l'impose en effet pas.

Olivier Maradan préfère mettre en évidence ce qui va selon lui revaloriser l'histoire et la géographie: un matériel d'enseignement commun va bientôt sortir pour l'école secondaire, pour la toute première fois depuis un siècle et

deuxièmement, la coordination scolaire romande existe. En retard sur le calendrier initial, la livraison de ce matériel est prévue en 2016 pour la 9e année, d'ici à 2018 pour la 10e et la 11e. Les cantons resteront libres d'adopter ou non le manuel promis.

«Nous sommes sous haute surveillance dans l'élaboration d'un manuel commun aux cantons romands»

«Dans ce travail, nous sommes sous haute surveillance», décrit Olivier Maradan. A entendre l'homme de la CIIP, on comprend que tout est recherche de consensus et de réglages fins, chaque formulation de paragraphe mesurée à l'aune de sa compatibilité avec la société multiculturelle, et de son potentiel explosif pour des

conseillers d'Etat conscients de l'attention critique de l'opinion sur ce sujet.

Observant de plus loin ce chantier, l'historien François Walter est plus tranchant: «Il est difficile de comprendre pourquoi il a fallu tant d'années pour se mettre d'accord sur un programme minimal. La vérité, c'est qu'on a peur de l'histoire.»

Reste l'autre grande question: la place de l'histoire suisse dans le programme scolaire. L'an dernier déjà, une pétition genevoise de la Nouvelle Société helvétique exigeait son retour à l'école.

«L'histoire suisse est en filigrane de tout l'enseignement historique», assure Olivier Maradan. «C'est un faux débat, assène Dominique Dirlewanger, chef de file de l'histoire pour les gymnases vaudois. Selon lui, l'histoire nationale s'est enrichie ces quinze dernières années de méthodes comparatives qui permettent justement de dépasser le clivage histoire locale ou globale.

D'autres historiens interrogés par *Le Temps* admettent pourtant – et pour certains regrettent – que l'histoire suisse soit tombée en disgrâce, du fait d'une génération intellectuelle ayant favorisé l'histoire globale.

La publication du rapport Berger sur le rôle de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale, en 2002, la virulente controverse qui en a découlé, avec pour conséquence la droite nationaliste qui s'empare de l'histoire, tout cela a finalement secoué les esprits.

«Les partis bourgeois ont raté le coche», juge le Vaudois Olivier Meuwly, membre et historien du

PLR, estimant que la gauche est de toute manière peu portée sur l'histoire nationale. L'histoire étant manipulable par définition et l'idéologie jamais très loin, il faut encourager la confrontation entre historiens et non seulement entre politiciens.»

Laissons à Peter Gautschi, didacticien de l'histoire à la Haute Ecole pédagogique de Lucerne, le mot de la fin: «Il est d'autant plus important d'enseigner une histoire suisse qui rassemble, comme le mérite la «Willensnation» qu'est la Suisse, plutôt qu'une histoire suisse qui divise, comme celle qui repose sur la mythologie.»

Après la disette, une pléthore de livres

La production de livres d'histoire suisse pour adultes connaît depuis quelques années une belle vitalité. Elle tranche de ce fait avec la lenteur souvent extrême des chantiers de l'édition scolaire, à l'heureuse exception de l'ouvrage valaisan qui vient de paraître. Les succès de librairie sur le passé des Suisses reflètent autant que stimulent le goût de l'histoire du public après une longue période où les outils permettant de saisir les enjeux helvétiques dans leur dimension temporelle faisaient défaut. Pionniers de ce renouveau: les auteurs de quelques ouvrages de vulgarisation. Paru en 2006, *L'Histoire suisse en un clin d'œil*, de **Joëlle Kuntz**, chroniqueuse au *Temps*, est suivi l'année d'après par *L'Histoire de la Suisse pour les nuls*, de l'historien fribourgeois **Georges Andrey**. En 2007 également paraît *Histoire suisse* aux Editions Loisirs et Pédagogie (LEP). Ecrit par le journaliste **Grégoire Nappey**, cet ouvrage de 96 pages est la seconde meilleure vente de la collection Comprendre, illustrée par Mix & Remix, après *Institutions politiques suisses*. Vendu en librairie et à La Poste, il a aussi été acheté par des écoles de toute sorte, selon l'éditeur, bien qu'il n'ait pas la prétention d'être un

manuel scolaire. Les ouvrages «scientifiques» se sont en quelque sorte engouffrés dans cette brèche. **François Walter**, de l'Université de Genève, a publié en 2009-2010 les cinq volumes de son *Histoire de la Suisse*, un condensé de savoir universitaire accessible à un large public. En 2012, Georges Andrey revient à la charge avec une histoire de la Suisse romande, démarche considérée avec méfiance par les confrères rejetant le concept de Roman-die. Côté allemand, l'édition n'est pas en reste. L'historien **Thomas Maissen**, qui s'est affronté publiquement ces derniers mois avec Christoph Blocher sur Marignan et la Suisse héroïque, a signé en 2010 son livre *Geschichte der Schweiz*. **Georg Kreis** a publié l'an dernier chez Schwabe *Die Geschichte der Schweiz*, des ouvrages qui ne sont pas traduits en français. Rien n'indique que cela soit fini. Dans le domaine lui aussi longtemps délaissé du niveau cantonal, une histoire vaudoise doit paraître à la fin de l'année. Signée par 20 auteurs, elle se lira sur 600 pages avec une riche iconographie, promet **Olivier Meuwly**, historien du radicalisme et directeur de la publication. Destinée au grand public, elle remplira une lacune. **Y.R.**

Quand le Valais montre l'exemple

> **Délaissée ailleurs, l'histoire cantonale entre à l'école valaisanne**

Après une thèse à l'Université de Genève sur l'histoire de l'action humanitaire, Delphine Debons s'est mise à son compte en Valais comme historienne indépendante. Parmi ses mandats, il est en un qui fera date: elle est l'auteur de l'ouvrage d'histoire cantonale que le Valais a introduit dans ses classes à la dernière rentrée: *A chacun son histoire, 200 ans d'histoire en Valais*.

Un ouvrage attrayant

«Une expérience très enrichissante», explique l'historienne, se félicitant de la liberté qui lui a été laissée. Son livre est à double entrée. Une partie chronologique découpe l'histoire moderne du canton en six tranches. Une partie thématique se concentre sur dix points forts de la réalité valaisanne (émigration, immigration,



Delphine Debons. Auteur de «A chacun son histoire, 200 ans d'histoire en Valais».

tourisme, religion, etc.). Une seule contrainte: s'en tenir à une cinquantaine de pages. Une difficulté particulière: trouver le niveau de langage adéquat pour un public entre 13 et 20 ans. En fouillant dans l'iconographie valaisanne, Delphine Debons a produit un livre richement illustré, dont la présentation attrayante

emprunte aux recettes journalistiques, avec encadrés, pastilles de couleur et citations. Des codes-barres permettent d'accéder par téléphone portable à divers documents traitant de l'histoire valaisanne.

Prince ou hockeyeur

L'ouvrage est cosigné par Yves Fournier, doyen du Collège de Saint-Maurice et chef de projet. Cet enseignant, qui siège aussi au Grand Conseil, dans les rangs du PLR, est à l'origine de la démarche. Dans une intervention parlementaire soutenue par des députés de tous bords, il réclamait d'intégrer l'histoire valaisanne dans une école où «les manuels sont souvent franco-français».

«J'avais intitulé ma motion «Matthieu Schiner n'est pas un hockeyeur», rappelle-t-il. *A chacun son histoire*, qui ne traite que des deux derniers siècles, ne lèvera pas tous les doutes sur le célèbre prince-évêque de la Renaissance, mais au moins il existe. Il a

vu le jour assez rapidement, dans le cadre du bicentenaire de l'entrée du Valais dans la Confédération, salué par le conseiller d'Etat UDC Oskar Freysinger, voulu par son prédécesseur PLR Claude Roch.

«Un fascicule de ce type est ce qu'un canton comme le nôtre peut produire en solo», explique Jean-Marie Cleusix, chef du Service valaisan de l'enseignement. L'ouvrage, qui a coûté 200 000 francs, est financé à 80% par l'Etat, le Comité d'organisation du bicentenaire assumant le reste.

Le manuel, vendu aussi en librairie, a été distribué à 20 000 exemplaires, soit à toutes les classes du secondaire I et II. L'inscription officielle au programme s'accompagne pour les enseignants d'une seule obligation: inclure dans leur cours une de ses séquences par année. Les autorités scolaires donnent à l'ouvrage une durée de vie d'une dizaine d'années. **Y.R.**